

Initiatives parlementaires et initiatives cantonales sur l'interruption de la grossesse

Avis du Conseil fédéral

du 29 septembre 1980

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs,

Nous vous soumettons ci-dessous nos observations sur le rapport du 27 août 1979 émanant de la commission du Conseil national chargée d'étudier les initiatives parlementaires et les initiatives cantonales sur l'interruption de la grossesse (FF 1979 II 1021).

I Initiatives parlementaires et initiatives cantonales

L'initiative populaire «pour la solution du délai» a été rejetée le 25 septembre 1977 par le peuple (994 930 non contre 929 325 oui) et par les cantons (13 cantons et 4 demi-cantons contre 6 cantons et 2 demi-cantons; FF 1977 II 417, 1977 III 868). Le 28 mai 1978, les citoyens ont également rejeté la loi du 24 juin 1977 sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption par 1 233 149 non contre 559 103 oui, les non l'ayant emporté dans tous les cantons (FF 1977 III 92, 1978 II 363).

Les résultats négatifs des deux votations ont été unanimement interprétés en ce sens qu'il faut poursuivre les travaux aux fins d'établir une nouvelle réglementation de l'interruption punissable et non punissable de la grossesse; on ne saurait déduire des résultats des votations que la majorité des citoyens ne souhaitent pas du tout que les dispositions légales actuelles soient modifiées.

Aussi quatre initiatives parlementaires contenant de nouvelles propositions présentées sous la forme de projets rédigés de toutes pièces ont-elles été déposées durant la session d'été de 1978. Il s'agit des initiatives parlementaires Girard, Condrau, Gautier et Christinat (la teneur de ces initiatives est reproduite dans le rapport de la commission p. 4 ss/FF 1979 II 1024¹⁾).

Elles ont été suivies de quatre initiatives émanant des cantons de Neuchâtel, Genève, Bâle-Ville et Vaud et adressées aux Chambres fédérales (le texte de ces initiatives figure dans le rapport de la commission p. 14 ss/FF 1979 II 1034 ss).

¹⁾ Le premier numéro se rapporte à la page du tiré à part du rapport de la commission, le deuxième à la publication dans la Feuille fédérale.

M. Condrau propose de remplacer l'indication médicale prévue à l'article 120, chiffre 1, 1^{er} et 2^e alinéas, du code pénal (CP) par une indication médico-sociale.

Les trois autres initiatives parlementaires et les initiatives cantonales préconisent une solution fédéraliste permettant aux cantons d'instituer la solution du délai.

L'initiative Christinat et celles des cantons de Neuchâtel et de Bâle-Ville invitent les Chambres à établir une nouvelle réglementation de l'interruption punissable de la grossesse, qui prévoirait tant la solution des indications que celle du délai, cette dernière n'étant valable que dans les cantons qui la rendraient applicable par une loi.

L'initiative Gautier prévoit de maintenir les articles 118 à 121 actuels CP relatifs à l'interruption punissable et non punissable de la grossesse, tout en accordant aux cantons la compétence de légiférer différemment – plus libéralement ou plus restrictivement – en matière d'interruption non punissable de la grossesse.

Selon l'initiative Girard, et celles des cantons de Vaud et de Genève, la compétence de légiférer en matière d'interruption punissable ou non punissable de la grossesse devrait être exclusivement réservée aux cantons.

Relevons à ce sujet, qu'en date du 8 août 1979, le Conseil exécutif du canton de Berne, agissant sur mandat du Grand Conseil, a adressé au Département fédéral de justice et police, une lettre dans laquelle il appuie la proposition d'attribuer aux cantons la compétence de légiférer en matière d'interruption de la grossesse.

2 Propositions de la commission du Conseil national

La commission du Conseil national a élaboré deux projets de loi. Le premier est issu des délibérations sur l'initiative Christinat (cf. rapport de la commission p. 21/FF 1979 II 1041). A l'instar de celle-ci, il est conçu comme une loi spéciale s'inspirant de la loi du 24 juin 1977 sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption et devant remplacer les actuels articles 118 à 121 CP. Ce premier projet prévoit une solution d'ordre médico-social et une solution du délai. La solution du délai ne serait cependant valable que dans les cantons qui la rendent applicable par la voie législative. Le projet tend dès lors à établir une réglementation fédéraliste limitée à la solution du délai. Dans ce projet, le droit fédéral règle d'une manière exhaustive la solution du délai, les cantons étant libres de l'adopter ou non.

Le deuxième projet reprend l'idée directrice de l'initiative Condrau (cf. rapport de la commission p. 18/FF 1979 II 1038), c'est-à-dire qu'il ne prévoit pas une solution fédéraliste, mais une réglementation fédérale de l'avortement et de l'interruption non punissable de la grossesse. Il préconise de modifier les articles 118 à 121 CP et de remplacer l'actuelle indication médicale par une indication médico-sociale. La définition de celle-ci est la même que celle qui est donnée dans le premier projet.

Lorsqu'au sein de la commission, on opposa les deux projets, le second, qui s'inspire de l'initiative Condrau, l'emporta de justesse par 8 voix contre 7 et 5 abstentions. Aussi, la commission le soumet-elle comme proposition de la majorité.

Une première minorité (minorité I) de la commission soutient le premier projet fondé sur l'initiative Christinat.

L'initiative Condrau a été retirée au profit du projet de la majorité de la commission, les initiatives Christinat et Girard en faveur de la proposition de la minorité I. La commission propose dès lors de classer ces trois initiatives parlementaires.

La majorité et la minorité I de la commission proposent en outre de suspendre l'examen de l'initiative parlementaire Gautier et des quatre initiatives cantonales.

La seconde minorité (minorité II) de la commission propose de ne pas donner suite aux projets de la majorité et de la minorité I, de charger la commission d'étudier l'initiative parlementaire Gautier et les quatre initiatives cantonales et de présenter un projet d'arrêté s'en inspirant.

3 Avis du Conseil fédéral

Nous sommes partisans du projet proposé par la majorité de la commission. Nous motiverons tout d'abord notre opinion en renvoyant aux considérations de principe sur lesquelles reposent nos messages du 30 septembre 1974 relatif à la loi fédérale sur la protection de la grossesse et du 19 mai 1976 relatif à l'initiative populaire «pour la solution du délai» (FF 1974 II 741 ss et 1976 II 792 ss). Nous commenterons ensuite les propositions des minorités I et II en expliquant ce qui, à notre avis, distingue ces propositions de celle de la majorité de la commission.

31 Considérations de principe

Le droit à la vie est le droit fondamental suprême de tout homme, dont procèdent tous les autres droits. Il engage également l'Etat. Si la constitution fédérale ne le garantit pas expressément, il est toutefois incontesté en tant que norme fondamentale non écrite: la vie humaine est en principe inviolable.

Pour que le droit à la vie garde toute sa crédibilité, l'enfant conçu ne saurait en être privé.

Le respect de la vie en gestion exige que l'Etat la protège efficacement. Aussi une interruption non punissable de la grossesse n'est-elle justifiée que lorsqu'il y a concours d'autres biens juridiques de même valeur que la vie embryonnaire. En d'autres termes, lorsqu'il y a conflit d'intérêts, l'interruption ne sera pas punissable si la destruction de la vie embryonnaire apparaît à ce point excusable au regard des autres biens juridiques menacés – dont la valeur est comparable à celle d'un être humain conçu – que le législateur peut renoncer à prévoir une sanction pénale. La valeur des biens en présence doit être en principe appréciée en vertu de critères objectifs.

32 Propositions des minorités I et II

Nous rejetons les propositions des minorités I et II pour deux raisons, savoir la réglementation fédéraliste préconisée en ce qui concerne la solution du délai, ainsi que la solution du délai en tant que telle.

33 Réglementation fédéraliste

La majorité de la commission du Conseil national est d'avis qu'une réglementation fédéraliste de l'interruption de la grossesse serait admissible du point de vue de la constitution (cf. rapport de la commission p. 28/FF 1979 II 1048). Nous partageons cet avis.

Aux termes de l'article 3 de la constitution, les cantons sont souverains en tant que leur souveraineté n'est pas limitée par la constitution fédérale et, comme tels, ils exercent tous les droits qui ne sont pas délégués au pouvoir fédéral. Au titre de cette souveraineté, les cantons peuvent édicter des lois pénales en tant que cette compétence n'est pas limitée par le droit fédéral.

Aux termes de l'article 64^{bis} de la constitution, accepté par le peuple et les cantons lors de la votation du 13 novembre 1898, la Confédération est également habilitée à légiférer en matière de droit pénal et ce, notamment aux fins de parvenir à unifier le droit pénal classique, c'est-à-dire les dispositions que l'on trouve traditionnellement dans les codes pénaux. Le législateur fédéral reste cependant libre de déterminer l'étendue de cette unification. Les propositions visant à unifier le droit ont d'ailleurs fait l'objet de débats pendant des décennies à l'époque de l'élaboration du code pénal.

La limite entre le droit pénal uniformisé sur le plan fédéral et les droits pénaux cantonaux a été tracée à l'échelon de la loi et le demeure. Il en résulte que le droit qu'a la Confédération d'élaborer le droit pénal matériel conformément à l'article 64^{bis} de la constitution, est une compétence qui concurrence celle des cantons. Cela signifie que la Confédération peut légiférer d'une façon exclusive et exhaustive en matière de droit pénal matériel excluant ainsi toute compétence des cantons en cette matière. Toutefois, dans la mesure où la Confédération ne fait pas usage de cette compétence, les cantons restent libres d'édicter des prescriptions pénales. Ils peuvent le faire, soit en vertu de leur souveraineté (art. 3 c.st.), si un domaine bien précis du droit pénal n'a pas été unifié – ce qui est le cas pour les infractions contre des dispositions cantonales en matière de droit administratif, de procédure et de droit fiscal (cf. les réserves improprement dites à l'art. 335, ch. 1, 2^e al., et ch. 2, CP) – soit en vertu d'une délégation du droit fédéral, ce qui est le cas pour les contraventions qui, selon l'article 335, chiffre 1, 1^{er} alinéa, CP, sont du ressort des cantons pour autant qu'elles ne sont pas réglées par la législation fédérale (réserve proprement dite).

Le législateur fédéral peut revenir en tout temps sur sa décision relative à l'ampleur de l'unification du droit pénal, soit qu'il fasse un peu moins usage de sa compétence, et, partant, redonne de l'importance à la compétence cantonale fondée sur l'article 3 de la constitution, soit qu'il délègue certaines compétences aux cantons. Il peut dès lors procéder de la même manière en ce qui concerne

la réglementation de l'interruption de la grossesse, c'est-à-dire remplacer à nouveau tout ou partie de la réglementation uniforme par une réglementation fédéraliste.¹⁾

Ce ne sont donc pas des considérations d'ordre constitutionnel qui font que nous nous opposons à une réglementation fédéraliste. Nous nous y opposons pour d'autres raisons. Nous nous sommes d'ailleurs déjà exprimés à ce sujet le 5 mars 1975 lorsque nous nous sommes prononcés, lors des délibérations du Conseil national sur l'initiative populaire «pour la solution du délai» et sur la loi pour la protection de la grossesse, contre une proposition Bonnard visant à instaurer une réglementation fédéraliste (BO, CN 1975 p. 208 et 272 ss., intervention de M. Brugger).

D'une part, la systématique actuelle du droit pénal s'oppose à une réglementation fédéraliste. L'unification du droit qui a été réalisée dans le code pénal suisse en ce qui concerne les crimes et délits classiques doit être maintenue. Restituer partiellement ou entièrement aux cantons la compétence de légiférer en matière d'interruption de la grossesse équivaldrait à porter gravement atteinte à cette uniformité du droit. Abstraction faite des domaines spéciaux déjà mentionnés du droit pénal administratif, de procédure et fiscal (art. 335, ch. 1, 2^e al., et ch. 2, CP), les cantons n'ont aujourd'hui plus aucune compétence d'établir des prescriptions concernant les crimes et délits. Une réglementation fédéraliste de l'interruption de la grossesse constituerait donc la seule exception; elle serait de surcroît extrêmement équivoque, ne serait-ce que par le fait qu'elle toucherait à un domaine qui occupe une place prioritaire dans le code pénal, puisque les dispositions concernant l'interruption punissable et non punissable de la grossesse figurent, avec les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, en tête du code pénal. L'importance de cette matière est sans commune mesure avec les domaines du droit matériel qui sont laissés à la compétence des cantons. Les exemples souvent cités de règles fédéralistes appliquées à la réserve des frères et sœurs en droit successoral (réserve qui d'ailleurs doit être supprimée)²⁾, aux rapports de voisinage avec les propriétaires fonciers (art. 686 et 688 CCS) ou à l'usage des sources, fontaines ou ruisseaux privés par les voisins (art. 709 CCS) sont loin d'avoir la même importance que des dispositions régissant la protection de la vie avant la naissance. Cette remarque vaut également pour d'autres exemples que l'on met généralement en avant, tels que la compétence qu'ont les cantons de rendre

¹⁾ Se sont exprimés dans ce sens: Prof. Charles Morand, expert de la commission du Conseil national (cf. rapport de la commission p. 27/FF 1979 II 1047); Burckhardt, commentaire de la Constitution fédérale, 3^e éd., p. 13 ss et 593 ss; Fleiner/Giacometti, Schweiz. Bundesstaatsrecht, p. 98 ss; Aubert, Traité de droit constitutionnel suisse I, p. 21 ss; Hangartner, Die Kompetenzverteilung zwischen Bund und Kantonen, p. 136, 147 ss, et 291 et Schwander, Das Schweiz. Strafgesetzbuch, 2^e éd., p. 45 ss.

Ont émis des avis contraires: le Prof. H. Schultz, expert de la commission du Conseil national (cf. rapport de la commission p. 27/FF 1979 II 1047) et le Prof. W. Kägi, Eine «föderalistische Lösung» des Schwangerschaftsabbruchs?, paru dans la NZZ n° 275, du 26 nov. 1979, p. 15.

²⁾ Art. 472 CCS; message du 11 juillet 1979 concernant la revision du code civil suisse (effets généraux du mariage, régimes matrimoniaux et successions), FF 1979 II 1330.

obligatoire l'assurance-chômage¹⁾ et l'assurance-maladie²⁾, compétence qui est d'autant plus incontestable que la santé et l'assistance publique sont au premier chef de leur ressort.

Une réglementation fédéraliste appelle en outre des réserves du point de vue de la politique législative. Elle risquerait en effet de créer un fâcheux précédent dans la mesure où l'on pourrait être tenté à l'avenir de laisser aux cantons le soin de réglementer des domaines très controversés, au lieu d'établir au niveau fédéral les dispositions qui s'imposent. Nous n'en sommes pas moins favorables à un fédéralisme judicieux en matière de législation. Nous estimons cependant qu'on ne devrait en aucun cas en revenir à une dispersion du droit dans les domaines pour lesquels une réglementation fédérale uniforme a été reconnue comme étant en principe la seule solution juste. Cette remarque s'applique tout particulièrement au droit pénal matériel. A une époque où l'on tend à unifier de plus en plus les prescriptions pénales dans un nombre de domaines sans cesse croissant – pensons aux efforts du Conseil de l'Europe –, une réglementation fédéraliste de l'interruption de la grossesse serait anachronique et irait en sens contraire de l'évolution historique du droit pénal dans notre pays.

Nous avons pleinement conscience que même un droit fédéral uniforme est appliqué différemment selon les régions, surtout lorsqu'il implique comme en l'espèce, que l'on prenne des décisions discrétionnaires. Car ce sont toujours des hommes qui appliquent le droit. Il y a toutefois une différence décisive entre créer un droit uniforme qui laisse un pouvoir d'appréciation plus ou moins étendu, ouvrant ainsi la porte à l'évolution progressive des idées, et légaliser par une réglementation fédéraliste, les opinions qui prévalent à un moment donné dans les différentes régions.

34 La solution du délai

Dans nos messages précités de 1974 et 1976 nous nous étions déjà prononcé contre la solution du délai. En sus des considérations de principe évoquées sous chiffre 31, les raisons suivantes nous ont incité à nous déterminer dans ce sens:

Adopter la solution du délai, c'est admettre que l'interruption de la grossesse ne soit pas punissable si l'intervention est pratiquée pendant les trois premiers mois, aucune justification objective étant exigée. Cette solution est donc contraire au principe selon lequel il importe de peser les intérêts en présence. En effet, elle ne met pas en balance deux vies humaines de même valeur, et les droits qui leur sont attachés; la décision d'interrompre la grossesse sera en effet prise unilatéralement par la personne enceinte, quels que soient les motifs dictant sa décision. De plus, ce droit de libre disposition consacré par la solution du délai est, ainsi que nous l'avions déjà relevé (FF 1974 II 743, 1976

¹⁾ Art. 15 LAC, RS 837.1; actuellement inapplicable pendant la durée de validité de l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976 instituant l'assurance-chômage obligatoire (RS 837.100).

²⁾ Art. 2 LAMA, RS 832.01.

II 702), contraire au principe généralement admis en droit, selon lequel la personne directement concernée ne doit pas trancher elle-même un conflit d'intérêts; celui-ci devant au contraire être résolu par un tiers non impliqué, d'après des critères objectifs.

Seule la solution des indications est compatible avec ces principes. Celles-ci permettent de venir à bout comme il convient de situations qui autrement seraient sans issue. Les biens juridiques qui supportent la comparaison avec la vie embryonnaire, sont la vie et la santé de la personne enceinte; en outre, on peut admettre comme indication indépendante ou comme conséquence pour la personne enceinte, une détresse sociale grave si la grossesse était menée jusqu'à son terme; d'autre part, on ne peut exiger de la personne enceinte qu'elle accepte une grossesse résultant d'une infraction contre les mœurs; enfin, on ne peut pas non plus lui imposer de mettre au monde un enfant qui souffrirait de lésions psychiques ou physiques graves et durables.

Ces considérations gardant à nos yeux toute leur valeur, nous ne pouvons pas nous rallier à la solution du délai. Comme par le passé, nous donnons notre préférence à la solution des indications, en précisant toutefois que notre choix se porte sur une réglementation analogue à celle qui est prévue dans le projet de la majorité de la commission.

35 **Projet de la majorité de la commission**

Nous appuyons le projet de la majorité parce qu'il opte pour une réglementation unifiée et maintient le principe selon lequel l'interruption de la grossesse n'est pas punissable, lorsqu'elle a été pratiquée pour une raison objective et de surcroît impérieuse. Le projet se caractérise en outre par le fait qu'il se limite à une seule indication, l'indication médico-sociale, qui permet de tenir compte de la santé physique et psychique de la personne enceinte, le cas échéant aussi de sa situation sociale. La définition – exempte de préjugé – qui est donnée de l'indication médico-sociale permet de renoncer aux trois indications indépendantes: la grave situation de détresse sociale, la grossesse résultant d'un acte de contrainte et les lésions de l'enfant. La loi du 24 juin 1977 sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption prévoyait ces trois indications dans des dispositions compliquées et détaillées. De larges milieux les ont critiquées, ce qui a également contribué au rejet de la loi par le peuple. En se limitant à l'essentiel, le projet tient en outre compte d'autres objections qui ont été avancées contre la loi de 1977. Il se présente donc comme une solution de compromis, levant toute une série d'obstacles qui s'opposaient à son adoption par le peuple.

Le projet et les propositions d'une minorité de la commission concernant ce projet (les textes figurant dans le rapport de la commission p. 20/FF 1979 II 1040) appellent, à notre sens, les remarques et recommandations suivantes:

L'article 118 énonce les éléments constitutifs de l'avortement. Quant au fond, il ne se distingue de l'article 2 de la loi de 1977 que sur un point: il renonce, sous chiffre 2, à mentionner comme avortement qualifié celui qui est pratiqué par un délinquant qui en fait métier. Nous ne voyons pas pourquoi l'on supprime-

rait cette circonstance aggravante qui figure par ailleurs dans le droit actuel (art. 119, ch. 3, CP). La commission du Conseil national, du reste, n'a donné aucun motif à l'appui de sa décision. Aussi *proposons-nous* de revenir, en ce qui concerne le chiffre 2, à la teneur de l'article 2, chiffre 2, de la loi de 1977¹⁾. Celui qui fait métier de l'avortement doit être passible d'une peine plus sévère.

L'article 119 règle l'interruption non punissable de la grossesse. Il reprend littéralement le texte de l'article 3 du projet de la minorité I de la commission. Nous nous rallions aux considérations qui ont amené la commission à adopter ce texte. La teneur selon laquelle l'interruption de la grossesse n'est pas punissable lorsqu'elle a été exécutée en vue d'écarter un danger sérieux pour la vie ou la santé de la personne enceinte tient parfaitement compte de la réalité à laquelle on est confronté dans la pratique. Les raisons qui ont présidé à la suppression de l'obligation de requérir l'avis conforme d'un deuxième médecin désigné par l'autorité sanitaire cantonale sont également convaincantes.

Cette suppression rend cependant inutile la disposition prévue dans la loi de 1977, qui visait à obliger le médecin qui pratique l'intervention à adresser à l'autorité sanitaire cantonale qui avait désigné le spécialiste un exemplaire de l'avis ne mentionnant pas le nom de la personne enceinte. Par cette disposition le législateur entendait soumettre l'activité des médecins à une surveillance restreinte, aux fins notamment d'éviter qu'ils n'interprètent la loi de manière erronée; mais la disposition en question avait surtout pour but de permettre aux autorités et au public de disposer de données complètes sur le nombre des interruptions non punissables de la grossesse pratiquées en Suisse et sur les indications afférentes à ces interruptions. On n'a cessé en effet de déplorer le manque d'informations sérieuses dans ce domaine, lacune qui est due au fait que les médecins ne sont pas soumis à l'obligation générale d'annoncer à l'autorité les interventions qu'ils ont pratiquées²⁾. C'est pour cette même raison qu'on avait d'ailleurs prévu à l'article 15, lettre c, de la loi de 1977, que le Conseil fédéral édicterait des dispositions concernant la communication des interruptions non punissables de la grossesse à l'Office fédéral de la statistique.

Une minorité de la commission voudrait compléter l'article 119 du projet par un chiffre trois, instaurant en lieu et place de l'obligation imposée au médecin de remettre un exemplaire de l'avis médical à l'autorité sanitaire, celle de consigner dans un rapport les raisons pour lesquelles il a pratiqué l'intervention et d'envoyer ce rapport dans le délai d'un mois, à l'autorité sanitaire du canton dans lequel l'interruption de grossesse a eu lieu, le nom de la patiente ne devant pas être mentionné dans ce document. Les raisons qui plaident en faveur de l'assujettissement des médecins à l'obligation d'annoncer

¹⁾ L'article 2, chiffre 2 de la loi fédérale sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption de 1977 (FF 1977 III 92) avait la teneur suivante:

2. La peine sera la réclusion pour dix ans au plus, si l'auteur

fait avorter la personne enceinte contre son gré,

fait métier de l'avortement, ou

crée, intentionnellement ou par une négligence grave, un danger de mort ou de lésions corporelles graves pour la personne enceinte.

²⁾ En vertu de l'article 120, chiffre 2, CP, seules les interventions pratiquées en raison d'un état de nécessité (art. 34, ch. 2, CP) doivent être annoncées.

les interruptions de grossesse auxquelles ils ont procédé, nous paraissent toujours pertinentes. Nous appuyons dès lors cette proposition de la minorité de la commission et *proposons* de la compléter comme il suit: «Après consultation des cantons, le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant la communication des interventions à l'Office fédéral de la statistique.» Ce complément qui a la même teneur que l'article 15, lettre c, de la loi sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption, permettrait de recueillir des informations donnant une vue d'ensemble des interruptions non punissables de la grossesse pratiquées en Suisse.

Nous approuvons vivement l'article 120 qui oblige la personne enceinte à consulter un médecin ou un centre de consultation reconnu par un canton. Cette obligation et l'observation d'un délai de réflexion d'au moins une semaine avant une éventuelle intervention, contribueraient notablement à protéger la grossesse. Nous appuyons également la proposition d'une minorité de la commission qui entend compléter l'article 120 par une disposition précisant que le conseiller doit informer la personne enceinte sur l'assistance privée et publique sur laquelle elle peut compter pour mener sa grossesse à terme, sur les conséquences médicales d'une intervention et sur la prévention de la grossesse. Cette adjonction prévient d'éventuelles divergences d'opinions quant au but et à l'étendue de la consultation.

Le chiffre 1 de l'article 121 punissant le médecin qui lors d'une interruption non punissable de la grossesse n'a pas observé les conditions formelles posées aux articles 119 et 120, devra, pour autant que l'article 119, chiffre 3, soit adopté, être complété conformément à la proposition de la minorité.

Enfin, nous *proposons* également d'abroger dans le projet de la majorité de la commission, l'article 211 CP (réclame offensant les mœurs). A noter que la loi de 1977 et le projet de la minorité I de la commission prévoient cette abrogation. C'est sans doute par inadvertance que la majorité de la commission n'a pas prévu cette abrogation.

4 Centres de consultation en matière de grossesse

Le projet de la majorité de la commission tend à modifier le code pénal; aussi a-t-elle renoncé, pour des raisons d'ordre constitutionnel, à y insérer des dispositions concernant l'institution de centres de consultation. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une autre loi. En effet si le code pénal se fonde sur l'article 64^{bis} de la constitution, la création de tels centres repose sur l'article 34^{quinquies} de la constitution (protection de la famille). Parlement et Conseil fédéral étaient déjà d'accord sur ce point lors de l'élaboration de la loi de 1977.

Nous partageons l'avis de la commission à ce sujet. Du point de vue de la systématique, des dispositions concernant les centres de consultation n'ont en effet pas leur place dans le droit pénal. Nous pensons cependant que ces dispositions devraient également faire l'objet des discussions en cours sur la nouvelle réglementation de l'interruption de la grossesse, d'autant plus que le bien fondé de ces centres de consultation n'a été contesté ni par les Chambres fédérales, ni lors de la votation populaire qui s'est soldée par le rejet de la loi

de 1977 sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption. Ces dispositions figurent à nouveau dans le projet de la minorité I de la commission. Au surplus l'article 120 (consultation) du projet de la majorité implique la mise sur pied de centres de consultation reconnus par les cantons. La mise en place, prévue par la loi, des centres de consultation, en tant que mesure complémentaire visant à protéger la grossesse serait en outre conforme à l'esprit du chiffre 1 de la motion du 3 octobre 1978 du groupe démocrate-chrétien (77.428 protection de la mère et de l'enfant) et à celui de la motion Lang du 6 mars 1980 (78.398 centres de consultation en matière de grossesse)¹⁾.

Nous vous soumettons donc ci-joint un projet de loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse. Toutes les dispositions de ce projet, hormis la dérogation prévue à l'article premier, et commentée ci-dessous, sont reprises de la loi de 1977.

L'article premier (Centres de consultation) correspond à l'article premier du projet de la minorité I de la commission, article lui-même repris, avec une précision d'ordre rédactionnel, de l'alinéa 3 de la loi de 1977. A la différence de la disposition de 1977, le 4^e alinéa relatif aux subventions accordées par la Confédération a été biffé, cela en prévision de la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. En effet, les subventions fédérales prévues dans la loi de 1977, ainsi que dans le projet de la minorité I de la commission, devraient figurer parmi celles qui seraient supprimées à l'avenir (cf. Rapport sur les grandes lignes de la politique gouvernementale durant la législature 1979 à 1983, FF 1980 I 638, Rapport sur le plan financier de la Confédération pour les années 1981 à 1983 de la législature, FF 1980 I 735, et Rapport de la commission d'étude en vue d'une nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons, du 31 juillet 1979, p. 64 ss). Le rapport de la commission contient également une proposition de minorité similaire (cf. p. 25/FF 1979 II 1045 et p. 32/1052). Nous vous rappelons en outre que le 18 juin 1980, le Conseil des Etats a adopté la motion Lang du 6 mars 1980 concernant les centres de consultation en matière de grossesse, dans la mesure où elle renvoie à l'article premier, 1^{er} à 3^e alinéas, de la loi de 1977²⁾.

¹⁾ Teneur de la motion du groupe démocrate-chrétien:

Le Conseil fédéral est invité à présenter immédiatement aux Chambres un ensemble de mesures qui:

1. Permettent de réaliser les mesures dont fait état le chapitre incontesté de la loi y relative, qui est intitulé «protection de la grossesse»;
2. Constituent une assurance-maternité.

²⁾ Version originale de la motion Lang:

Le Conseil fédéral est chargé de soumettre aux conseils législatifs un projet de loi relative à la création de centres de consultation en matière de grossesse, tels qu'ils étaient prévus à l'article 1^{er} de la loi sur la protection de la grossesse et le caractère punissable de son interruption, qui a été rejetée par le peuple le 28 mai 1978

Version selon la décision du Conseil des Etats du 18 juin 1980:

... à l'article 1^{er}, alinéas 1 à 3, de ...

Le renvoi au 4^e alinéa a été remplacé par le postulat suivant de sa commission (ad 78.393): «En préparant un projet de loi sur les centres de consultation en matière de grossesse, le Conseil fédéral examinera si et dans quelle mesure la Confédération devrait contribuer à leur financement et présentera des propositions à ce sujet.» (BO, CE 1980 372). Relevons enfin que nous n'avons pas prévu de subventions pour les offices de consultation conjugale ou familiale dont nous proposons la création dans notre message du 11 juillet 1979 concernant la revision du code civil suisse (Effets généraux du mariage, régimes matrimoniaux et successions, cf. FF 1979 II 1255 1352 1381).

L'article 2 contient les dispositions sur le secret de fonction et le secret professionnel des collaborateurs des centres de consultation et des tiers dont les services ont été requis. Sa teneur est identique à celle de l'article 7 de la loi de 1977 et de l'article 6 du projet de la minorité I de la commission.

L'article 3 oblige le Conseil fédéral à édicter, après avoir consulté les cantons, des dispositions concernant les centres de consultation. Sa teneur correspond à celle de l'article 15, lettre a, de la loi de 1977 et de l'article 12 du projet de la minorité I de la commission.

L'article 4 contient les dispositions finales.

La loi n'aura pas d'effets sur les finances ni sur l'état du personnel de la Confédération. Vu les institutions dont disposent déjà les cantons (Appenzell-Rhodes-Intérieures excepté), les dépenses supplémentaires à leur charge seront négligeables.

La création des centres de consultation se fonde – nous l'avons déjà dit – sur l'article 34^{quinquies} de la constitution (protection de la famille). La constitutionnalité de l'article 2 du projet de loi (secret de fonction et secret professionnel) est garantie par l'article 64^{bis} de la constitution, aux termes duquel la Confédération a le droit de légiférer en matière pénale.

Nous vous proposons d'adopter le projet de loi ci-joint et de classer les interventions parlementaires suivantes:

- 1979 M 77.428 Protection de la mère et l'enfant (N 30. 10. 78, groupe démocrate-chrétien; E 14. 3. 79) en tant qu'elle touche à la protection de la grossesse
- 1980 M 78.393 Centres de consultation en matière de grossesse (N 6. 3. 80, Lang; E 18. 6. 80)
- 1980 P ad 78.393 Centres de consultation en matière de grossesse (E 18. 6.80, Commission du Conseil des Etats)

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs, les assurances de notre haute considération.

29 septembre 1980

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération, Chevallaz
Le chancelier de la Confédération, Huber

Propositions

1. Projet de la majorité de la commission:

Approbation

sous réserve des propositions 1.1. à 1.5. ci-dessous

- 1.1. Art. 118, ch. 2:

2. La peine sera la réclusion pour dix ans au plus, si l'auteur fait avorter la personne enceinte contre son gré, fait métier de l'avortement, ou crée, intentionnellement ou par une négligence grave, un danger de mort ou de lésions corporelles graves pour la personne enceinte.

- 1.2. Art. 119, ch. 3 (*nouveau*) de la proposition de la minorité:

Approbation avec le complément:

Après consultation des cantons, le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant la communication des interventions à l'Office fédéral de la statistique.

- 1.3. Art. 120, 2^e al. (*nouveau*) de la proposition de la minorité:

Approbation

- 1.4. Art. 121, ch. 1, de la proposition de la minorité:

Approbation

- 1.5. Art. 211 CP:

Abrogé

2. Projet de la minorité I de la commission:

Rejet

3. Proposition de la commission de classer les initiatives parlementaires Girard, Condrau et Christinat:

Approbation

4. Proposition de la majorité et de la minorité de la commission de suspendre l'examen de l'initiative parlementaire Gautier et des quatre initiatives présentées par les cantons de Neuchâtel, Genève, Bâle-Ville et Vaud:

Approbation

5. Propositions de la minorité II:

Rejet

6. Approbation du projet de loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse.

Loi fédérale sur les centres de consultation en matière de grossesse

Projet

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu les articles 34^{quintuples} et 64^{bis} de la constitution;

vu le rapport de la commission du Conseil national du 27 août 1979¹⁾ et l'avis du Conseil fédéral du 29 septembre 1980²⁾ sur les initiatives parlementaires et initiatives cantonales sur l'interruption de la grossesse,

arrête:

Article premier Centres de consultation

¹ En cas de grossesse, les personnes directement intéressées ont droit à des consultations gratuites et à une aide.

² Les cantons instituent des centres de consultation pour tous les problèmes relatifs à la grossesse. Ils peuvent en créer en commun, reconnaître ceux qui existent déjà et faire appel à des organismes privés pour en assurer l'aménagement et le fonctionnement.

³ Les centres de consultation doivent disposer de collaborateurs et de ressources financières qui leur permettent d'accorder sans retard les consultations gratuites et l'aide nécessaire aux personnes intéressées.

Art. 2 Secret de fonction et secret professionnel

¹ Les collaborateurs des centres de consultation et les tiers dont les services ont été requis sont tenus au secret conformément à l'article 320 ou à l'article 321 du code pénal³⁾. L'article 321, chiffre 3, du code pénal (obligation de renseigner et de témoigner en justice) n'est pas applicable.

² L'obligation de garder le secret est levée lorsque quelqu'un obtient des avantages financiers en donnant de fausses indications ou en recourant à des manœuvres frauduleuses.

Art. 3 Dispositions à édicter par le Conseil fédéral

Après consultation, les cantons et le Conseil fédéral édicte des dispositions concernant les centres de consultation.

¹⁾ FF 1979 II 1021

²⁾ FF 1980 III 1050

³⁾ RS 311.0

Art. 4 Référendum, mise en vigueur

¹ La présente loi est soumise au référendum facultatif.

² Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

26321

Initiatives parlementaires et initiatives cantonales sur l'interruption de la grossesse Avis du Conseil fédéral du 29 septembre 1980

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1980
Année	
Anno	
Band	3
Volume	
Volume	
Heft	45
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	78.222 78.223 78.224 78.225 78.204 78.205 78.207 7
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	11.11.1980
Date	
Data	
Seite	1050-1063
Page	
Pagina	
Ref. No	10 102 925

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.